



Sommaire

Pour un 8 octobre combatif !

Editop.1

Des professions argumentent pour être ensemble le 8 octobre

.....p.2 et 3

Retour sur la journée de la défense des libertés syndicales du 23 septembre.....p.4

Lieux de rassemblements Du 8 octobre 15

- Brest : 11h Pl. de la Liberté
- Morlaix : opé. escargot jusqu'à Brest
- Quimper : 11h Pl. de la Résistance
- Quimperlé : opé escargot jusqu'à Quimper
- St Brieuc : 11h Pl. des promenades
- Rennes : 11h Pl. de la Mairie
- St Malo : 11h30 devant CCI
- Fougères : 17h30 Ss Préfect.
- Redon : 17h Ss Préfecture

... et d'autres lieux à venir...

Le meeting de la Cgt du 3 septembre à Rennes a donné le ton de cette rentrée. Vous étiez nombreux, combatifs, offensifs pour arracher les conquêtes sociales à tous les niveaux.

En prenant connaissance des témoignages sur le site internet du Comité régional Cgt Bretagne, chacun comprendra l'importance de la construction du rapport de force dans un moment où les salariés sont la cible d'attaques quotidiennes, sur leur travail, leurs droits, leurs conditions de vie.

Le Medef a décidé de sonner la charge, à tous les niveaux, en commençant par le lieu de travail, l'entreprise.

Les déclarations de guerre contre le monde du travail sont une provocation dans un moment où l'esprit de solidarité à rarement été aussi nécessaire.

A la guerre contre les acquis sociaux, s'ajoute la guerre dans plusieurs pays qui se développe et prend des proportions dangereuses pour la paix dans le monde.

Une part, beaucoup trop importante de la population, s'élève contre les conséquences de cette guerre. L'afflux de réfugiés, en Europe, renforce les crispations alors qu'il devrait, au contraire, nous sensibiliser sur les causes dramatiques d'une stratégie bien huilée menée par le pouvoir et l'argent.

Les responsables de ces maux sont les capitalistes financiers qui mènent des politiques libérales à l'échelle de la planète sans se soucier des conséquences humaines.

Pendant que les uns sont à la conquête de la planète pour leurs propres intérêts, c'est l'ensemble des peuples qui souffrent. Certains fuient leur pays, d'autres, comme en Grèce et en Espagne, tentent de résister. Les attaques sont différentes, les guerriers sont les mêmes.

En France, la charge contre les droits fondamentaux, qui se retrouve dans le slogan « contrainte sociale, fiscale, administrative ou environnementale » trouve son origine dans la recherche de profit et de la rentabilité.

Dans notre vie quotidienne, cela se traduit par un très grand nombre de chômeurs, des salaires et indemnités basses, des conditions de travail qui se dégradent, une désindustrialisation, la casse des services publics, une réorganisation territoriale...

Cela se traduit aussi trop souvent par des atteintes aux libertés élémentaires, dont celle d'exercer un mandat syndical. La Cgt a proposé de dénoncer ces agissements, particulièrement le 23 septembre, pour aussi mettre en évidence que le syndicalisme peut être un frein pour s'opposer aux stratégies libérales.

Cela démontre une nouvelle fois qu'il n'y a pas de fatalité, contrairement aux messages permanents que reçoit le monde du travail de la part des médias en général.

S'il n'y a pas de fatalité, c'est qu'il peut y avoir de l'espoir, et c'est dans cette optique que la Cgt a proposé une nouvelle journée de mobilisation le 8 octobre prochain avec d'autres organisations syndicales.

Cette journée de mobilisation doit s'appuyer sur un contenu discuté et décidé avec les salariés, dès le lieu de travail, pour lui donner toute la portée nécessaire afin de tenter d'inverser cette spirale du déclin social.

Les témoignages du meeting invitent à poursuivre et amplifier notre démarche de proximité avec les salariés.

Cette relation permanente est le ciment nécessaire pour donner au mouvement social toute l'élan nécessaire pour inverser le rapport de force en notre faveur.

Les salariés, retraités, demandeurs d'emploi ont besoin d'exprimer leur colère, il nous appartient d'être le moyen pour leurs expressions, pour nous engager vers un monde plus juste, plus solidaire.

Alors pour bien réussir le 8, préparons le très largement.

Thierry GOURLAY

Secrétaire du Comité Régional

Site Internet :
www.cgt-bretagne.fr
mail :
cgt.bretagne@wanadoo.fr
Tél. 02 99 65 45 90
Fax : 02 99 65 24 98
Directeur de la publication :
Thierry GOURLAY
I.S.S.N. : 1258-7745
C.P.P.A.P. : 0713 S 07992
Bimensuel - 0,15€

Des professions argumentent pour être ensemble le 8 octobre en Bretagne

Construction

Les salariés organiques des entreprises sont remplacés par des esclaves, que l'on nomme dans les salons, « **travailleurs détachés** », en ignorant sciemment les menaces de mort sur les familles restées au pays d'origine, en cas de velléités exprimées par ces mêmes travailleurs, le tout via des réseaux mafieux de traite humaine. Le solde en emploi en Bretagne dans le BTP est donc positif. **C'est le salariat qui change. Ce dumping social permet d'imposer une politique salariale des plus injuste à tous, et aggrave les conditions de travail.**

A la retraite, le coût des soins est d'autant plus élevé que la pé-

nibilité est importante dans le BTP et augmente le recours au soin. Pour la plupart, l'accès au soin n'est plus envisageable et la fin de vie souvent des plus misérable.

Nous dénonçons l'ensemble des politiques de Prévention instaurées dans les entreprises bretonnes du BTP. La Prévention, mise en place par les négriers, est un outil de répression, culpabilisant et infantilisant. « Tu t'es blessé, tu n'as pas respecté les consignes de sécurité (Si elles sont respectées, d'autres formes de répression interviennent !), tu nuis à l'image de l'entreprise, je te vire ! »

Construction

Equipement

Les points d'appui des champs ministériels pour mobiliser le 8 octobre sont nombreux. Pendant que le gouvernement prépare sa belle vitrine pour la Conférence mondiale sur le climat qui aura lieu à Paris fin nov. début déc. (COP 21), nos ministères font partie des plus gros contributeurs à la cure d'austérité ! Le projet de budget 2016 prévoit une suppression de 932 postes sur le champ fédéral. **Les diminutions budgétaires représenteraient 296 millions d'euros pour le logement et 106 millions pour l'écologie.** Ces baisses d'effectifs et de moyens de fonctionnement alliés aux transferts de compétences, externali-

sations et privatisations de missions conduisent à des baisses de niveau de service public et à une forte dégradation des conditions de travail des personnels. Dans le même temps, les réformes d'Etat et territoriale avancent à marche forcée en dehors des personnels et des organisations syndicales. En se conjuguant, **les réformes posent les bases d'une organisation territoriale qui modifie en profondeur notre modèle social** : renforcement de certains pouvoirs locaux (métropoles, régions), rôle et place de la puissance publique bénéficiant plus aux besoins des entreprises (loi Macron) qu'aux réponses aux besoins sociaux...

Equipement

Chimie

Le patronat des industries s'accapare les richesses de notre travail et les utilise pour sa rente financière en versant chaque année le maximum aux actionnaires au détriment de nos salaires, nos emplois, des investissements d'avenir.

Au vu de l'évolution des dividendes en 2015, nous avons des raisons de réclamer un juste retour de notre travail ;
Ex : Sanofi +25%, Michelin+13.5%, Air Liquide+12.5%, l'Oréal+8.5%, Total +7%.

Et pendant ce temps, notre salaire est sans cesse dévalorisé, bloqué à cause de ces choix.

POUR LA Fédération, IL FAUT QUE LES RICHESSES DU TRAVAIL SERVENT :

- à augmenter les salaires
- au développement des emplois, de l'industrie, de l'investissement
- à l'amélioration des conditions de travail

Le 08 octobre, j'agis avec mes camarades de travail, avec la CGT, et porte COLLECTIVEMENT NOS REVENDICATIONS à la direction.

Chimie

Cheminots

Chaque jour depuis 2007, ce ne sont pas moins de 7 emplois qui sont supprimés chaque jour sur le plan national. Sur notre région, la baisse des effectifs est sensible (chiffrage) et amène des difficultés pour réaliser un service public de qualité : fermetures de guichets et de boutiques (à l'exemple de Rennes, Messac, Crozon, Douarnenez, Ploërmel, Dinard, Quimper, Brest, etc.....), non-respect de la réglementation du travail qui entraîne une dégradation sensible des conditions de travail, recours de plus en plus important d'intérimaires au détriment d'embauches en CDI

qui sont pourtant indispensables, des trains supprimés ou en retard suite à des problèmes de matériel (maintenance).....

Concernant les salaires, le salaire d'embauche à la SNCF était 26% au-dessus du SMIC en 1983. En 2014, la différence n'est plus que de 0,24%, suite à l'augmentation légale et mécanique du SMIC de 0,8%.

La Direction SNCF a décidé le gel des salaires en 2015. Le 8 octobre, c'est aussi pour exiger l'ouverture de réelles négociations pour une augmentation générale des salaires immédiate et des embauches conséquentes en CDI.

Cheminots

Commerce et services

Les salariés des secteurs vivent dans une précarité de plus en plus dangereuse, travail en horaire décalé, morcelé, atypique, souvent avec des contrats de faible durée hebdomadaire. Cela conduit, entre autre, à une aggravation des accidents du travail.

Depuis des mois, des luttes émergent dans tous les secteurs des commerces et des services. **Face à la montée en charge**

pour autoriser le travail les dimanches, la Cgt appelle l'ensemble des salariés à se saisir de la préparation de la journée du 8 octobre pour les impliquer dans la mobilisation.

La Cgt appelle tous les salariés à participer à la mobilisation interprofessionnelle par la grève, par des débrayages, et toute autre forme de mobilisation.

Commerce et services

Agroalimentaire

Les secousses qui secouent le monde agricole ne sont pas sans conséquences sur les travailleurs de l'agroalimentaire. Victimes, eux aussi, des choix politiques, ils ont toutes les raisons d'être en colère.

La réduction du nombre d'emploi, la perte d'outil industriel ont des conséquences sur les conditions de travail. Les cadences se sont intensifiées et ont dégradé les conditions de travail.

Pour autant, les salaires n'augmentent pas et les qualifications ne sont pas reconnues.

Nous avons toutes les raisons de nous mobiliser le 8 octobre

prochain dans les différents rassemblements dans le cadre de la journée nationale d'action interprofessionnelle, pour exiger :

- L'amélioration des conditions de travail ;
- La revalorisation des salaires
- La reconnaissance de la pénibilité
- Des créations d'emploi stables.

La Cgt appelle les salariés à se mobiliser pour interpeller les directions d'entreprises sur les revendications et participer massivement aux rassemblements interprofessionnels.

Agroalimentaire

L'offensive de destruction de l'Hôpital public, les restructurations dans le secteur privé et dans le médico-social sont engagées. sans même attendre le vote de la loi "santé". Le projet s'inscrit dans le cadre du pacte de responsabilité qui organise l'austérité budgétaire. Il prévoit 3 milliards d'économie. Les conséquences de ces mesures sont incompatibles avec les besoins de la population. **Par ailleurs, ce projet s'attaque à la sécurité sociale et à la place centrale de l'Hôpital public.** Ce sont 22 000 suppressions de postes, les regroupements forcés d'établissements au travers les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT), la remise en cause des jours RTT, des avancements d'échelons et des promotions de grades, auxquelles il faut ajouter le gel de la valeur du point d'indice depuis 2010 et jusqu'en 2017 au moins.

Trop peu de places dans le secteur social et médico-social public et privé pour prise en charge des patients handicapés ; dans les EHPAD, des conditions de travail inacceptables dues au

manque d'effectifs.

Les fédérations Santé Action Sociale CGT/FO/SUD appelle à une grève nationale le 1^{er} octobre pour le retrait du projet de loi "santé" et contre l'austérité budgétaire.

L'intersyndicale CGT/SUD/FSU appelle à la grève et à des manifestations dans les territoires le 8 octobre pour l'augmentation des salaires, le maintien du Code du travail ...

En Bretagne, les conséquences sont déjà visibles :

- Brest-Carhaix : suppression de 150 postes
- Douarnenez : fermeture chirurgie et bloc
- Lannion : fermeture du service de chirurgie
- Rennes, CHU : suppression de 15 lits de médecine et d'un service de médecine cardiologique
- CHCB de Noyal/Pontivy : suppression de 70 postes.

Depuis plusieurs mois, les conflits se multiplient dans le secteur des transports quel que soit le mode, tant sur les questions d'emplois, de salaire, de détériorations des conditions de travail, pour contrer le recours à la sous-traitance alors même que les gouvernements successifs ne cessent de leur octroyer exonérations et cadeaux fiscaux. **Cette politique accélère le démantèlement des entreprises publiques intégrées, conduisant à leur privatisation voire à la mise en concession de pans entiers d'activités économiques.**

Les salariés du secteur des transports doivent se mobiliser et exiger de véritables augmentations de salaire avec notamment un smic à 1700€, de véritables embauches pour limiter la précarisation de l'emploi, l'arrêt du recours à la sous-traitance qui précarise les emplois, les salaires, et démantèle les organisations de travail. **Tous ensemble, salariés du privés et du public, agissons et construisons une forte mobilisation ancrée dans les entreprises de transport le 8 octobre.**

La plateforme revendicative repose sur l'arrêt des restructurations et des suppressions d'emplois, la revalorisation du point d'indice, la préservation de l'ensemble des missions et l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des vacances d'emplois.

Nous exigeons l'abandon de la démarche stratégique et de la revue des missions qui abordent uniquement les missions d'un point de vue comptable.

Notre administration est le cœur de cible du gouvernement, administration présentée comme instrument des politiques publiques censées combattre la crise et ses effets.

Le gel du point d'indice dès 2010 pèse également sur les personnels. **Pour toutes ces raisons, la Cgt Finances publiques appelle les personnels à décider de la grève le 8 Octobre et à participer à toutes les initiatives locales.**

A l'heure où 5.6 millions de personnes sont privées d'emploi, ceux qui en ont un travaillent en moyenne 39.5 heures/semaine. Revenir à la durée légale du travail à 35 heures créerait immédiatement 1 million d'emplois : il est urgent de mettre en débat le passage aux 32 heures.

Pour nos conditions de travail et la qualité du service rendu, nous avons besoin d'embauches pour des emplois pérennes et bien rémunérés.

La protection sociale est attaquée de l'intérieur (suppressions d'emplois, licenciements, restructurations et fusions se multiplient), et de l'extérieur (les politiques d'austérité portent gravement atteinte aux retraites, prestations familiales, remboursements maladie, allocations chômage, aides à la personne, ...). **Augmenter les salaires, c'est plus de cotisations pour la protection sociale, c'est bon pour le pouvoir d'achat et pour la consommation et donc pour l'emploi.**

Le 8 octobre doit porter les exigences des Personnels. Le dégel de l'indice qui est bloqué depuis le 1^{er} juillet 2010, combattre l'emploi précaire qui représente plus de 30% dans les collectivités. La dégradation des conditions de travail (baisse des dotations globales de fonctionnement) qui font suite aux multiples réformes, vient impacter directement les agents mais aussi, par conséquence, les usagers du service public.

Concernant le statut attaqué par Macron et le MEDEF, nous

rappelons, tout d'abord, que l'un des principes régissant la carrière des fonctionnaires est celui de la garantie de l'emploi, et non celui de l'emploi à vie, qui relève du domaine du mythe.

La garantie de l'emploi est donc, dans le cadre républicain, un moyen d'assurer aux usagers un service public rendu de manière impartiale, par des agents préservés des pressions politiques et partisans.

Secteur industriel déterminant, tous les secteurs de la métallurgie sont en souffrance, comme les salariés. Tant dans la navale, l'automobile, l'électronique, ces pans de l'économie régionale sont la cible des stratégies du capital.

Les milliers de suppressions d'emploi ces dernières années ont eu comme **conséquences de désindustrialiser notre région et faire battre aux chiffres du chômage des records.**

Pour autant, la Cgt ne se résigne pas à baisser les bras comme le démontre les mobilisations dans le secteur.

Le 8 octobre prochain, est une nouvelle opportunité pour se retrouver avec tous les salariés pour porter les revendications pour l'emploi, les salaires et les revendications.

L'industrie est vitale pour la région, elle doit être au cœur de la journée de mobilisation du 8 octobre !

Les personnels du Ministère de la Défense, comme ceux de DCNS, à Lorient comme à Brest ont un point commun : ils sont sous le coup de ce que l'on nomme (à tort) « un plan social ».

Dans les 2 cas, ces mêmes personnels n'ont pas besoin de chercher longtemps pour que leurs propres revendications s'imbriquent dans celles du 8 octobre sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, le service public, la retraite, les garanties collectives,....

L'emploi est sacrifié, les salaires gelés ou pour les conventions

collectives à DCNS c'est zéro, l'outil de travail est mis à mal, l'externalisation des activités est la règle d'or, les garanties collectives sont attaquées de front.

Contester, agir et proposer d'autres choix pour obliger le gouvernement et le patronat à négocier un autre contrat social que le subventionnement du capital, en ayant au cœur de notre démarche le travail, c'est ce que les personnels porteront le 8 octobre.

23 septembre 15, journée de la défenses des Libertés Syndicales

Pas de conquêtes sociales sans libertés syndicales !

la répression syndicale reste un des moyens patronal pour freiner
le développement du syndicalisme.

C'est le message qui a mobilisé les militants aux quatre coins de la Bretagne.

La presse avait fait le déplacement sur certains rassemblements.

Bigard Quimperlé—29



Saitel Plabennec—29



St Briec—22



Nivillac—56



Rennes—35

